

Économie, la grande désillusion

Héritage. Neuf ans après l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, sa promesse de transformer le modèle français est un échec.

PAR MARIE BORDET ET PHILIPPINE ROBERT,
AVEC GUILLAUME GRALLET ET MICHEL REVOL

La déception est à la hauteur de l'attente. En 2017, Emmanuel Macron arrivait au pouvoir porté par une promesse prométhéenne: transformer en profondeur le fonctionnement de l'économie de notre pays, réconcilier efficacité et justice, et sortir le pays de ses blocages structurels. Soutenu par une grande partie du monde économique, revendiquant une stratégie de politique de l'offre, il voulait libérer la croissance, restaurer la compétitivité, briser les rentes et remettre la France sur une trajectoire de plein-emploi. «Aussi devons-nous passer d'une économie de rattrapage à une économie de l'innovation», écrivait-il dans son ouvrage programmatique *Révolution* (XO Éditions) en 2016. Promesse séduisante. À un an de la fin de l'ère Macron, le bilan de ses deux quinquennats laisse un goût amer. De nombreuses réformes (fiscalité du capital, travail, retraites, loi Pacte, etc.) ont certes été mises en œuvre, surtout au début de son ère. Et il faut sans doute faire remonter son héritage aux dernières années du mandat de François Hollande, Emmanuel Macron ayant été l'un des grands artisans du tournant de l'offre.

Les résultats sont contrastés. L'horizon du plein-emploi a émergé pendant un temps, et l'attractivité du pays s'est notablement redressée.

Mais ces succès apparents masquent des fragilités profondes... et se sont faits au détriment d'une explosion de la dette publique. «Les premières années ont été très positives, mais ensuite des erreurs ont été commises: la suppression de la taxe d'habitation ou l'absence d'écoute au moment de la réforme des retraites», nous confie Philippe Aghion, Prix Nobel d'économie, et l'un des inspirateurs du programme d'Emmanuel Macron. Les crises (Gilets jaunes, pandémie, choc inflationniste...) lui ont mis des bâtons dans les roues. Mais cet argument conjoncturel ne suffit pas à dissiper le sentiment d'un rendez-vous partiellement manqué, et de nourrir l'impression des Français d'un déclassement. «Avec l'alourdissement du stock de dette consécutif à la pandémie de Covid-19 et à la guerre en Ukraine, ainsi que le risque de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement populiste, les gains récents – notamment en matière d'emploi – risquent d'être balayés», ajoute Emmanuelle Auriol, professeure à la Toulouse School of Economics et signataire d'une tribune de soutien au candidat Macron en 2017. «Les évolutions négatives du pays sur un ensemble de domaines existaient avant lui. Mais, au total, la capacité de réformer s'est arrêtée très vite», analyse l'économiste Olivier Klein, auteur de *Dette, réformes et démocratie* (Décryptages éditions, à paraître le 7 mai prochain). Anatomie d'un bilan présidentiel décevant et inabouti.

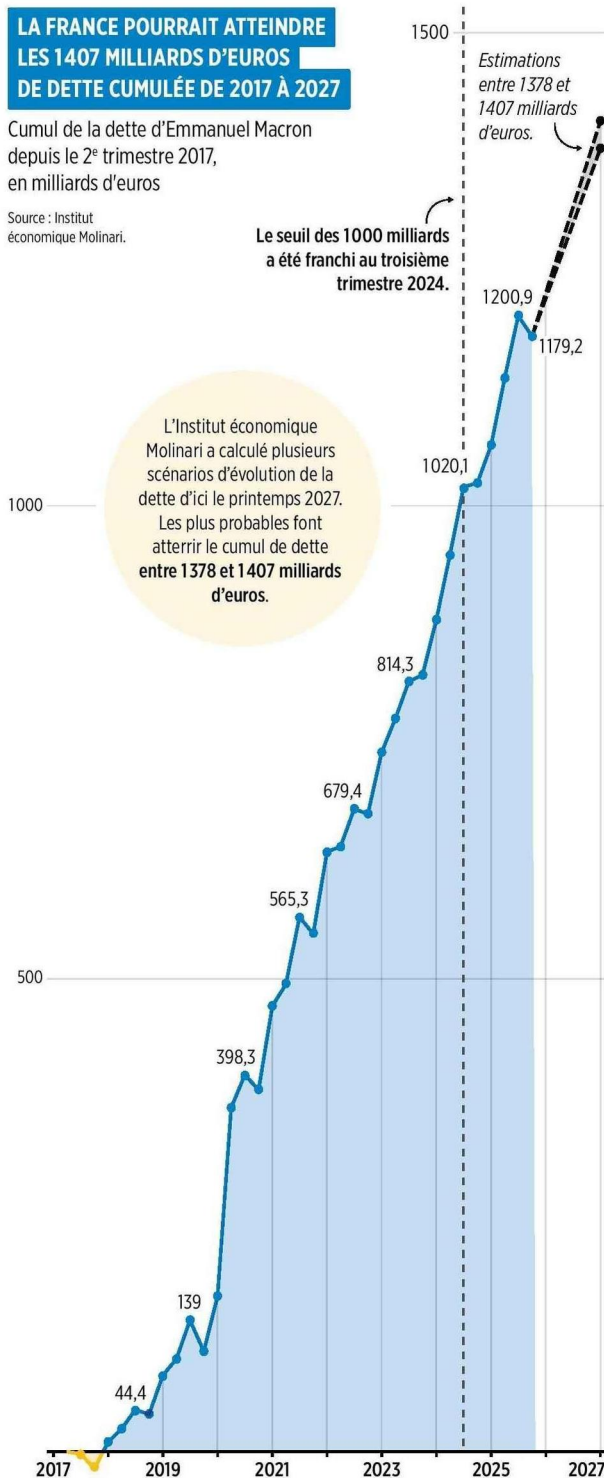


sur un ensemble de domaines existaient avant lui. Mais, au total, la capacité de réformer s'est arrêtée très vite», analyse l'économiste Olivier Klein, auteur de *Dette, réformes et démocratie* (Décryptages éditions, à paraître le 7 mai prochain). Anatomie d'un bilan présidentiel décevant et inabouti.

LA FRANCE POURRAIT ATTEINDRE LES 1407 MILLIARDS D'EUROS DE DETTE CUMULÉE DE 2017 À 2027

Cumul de la dette d'Emmanuel Macron depuis le 2^e trimestre 2017, en milliards d'euros

Source : Institut économique Molinari.



1 FINANCES PUBLIQUES La bérézina

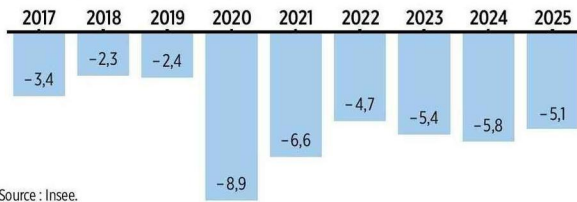
« Depuis des décennies, la classe politique n'a rien su inventer d'autre, pour répondre aux blocages, aux inégalités, aux injustices, qu'un surcroît de dépense publique. Depuis plus de trente ans, droite et gauche ont remplacé la croissance défailante par de la dette publique. Ils ont octroyé des aides sans les financer et en les gageant sur les générations à venir [...] De cette lâcheté nous sommes tous coupables. » Ces mots datent de 2016. Ils ont été écrits par Emmanuel Macron dans son ouvrage *Révolution*.

Quelle ironie ! Celui qui promettait de ramener le déficit sous les 3 % a été l'artisan de la dérive. Le trou dans la caisse dépasse aujourd'hui 5 % et la dette publique s'est envolée à plus de 115 % (plus de 3 400 milliards d'euros). Selon les calculs de l'Institut Molinari pour *Le Point*, les deux quinquennats d'Emmanuel Macron ont provoqué une hausse de la dette de 1 179,2 milliards d'euros. Un chiffre qui pourrait atteindre entre 1 378 et 1 407 milliards d'ici au printemps 2027. « Emmanuel Macron n'est pas entièrement responsable de cette hausse, mais il n'a pas agi sur des déterminants structurels (retraites et santé) qui expliquent depuis des années la hausse de nos dépenses publiques », souligne Nicolas Marques, directeur général du think tank. Toujours sans trajectoire claire et crédible de retour à l'équilibre, la France, déjà mauvais élève, fait désormais figure de cancre de la zone euro, alors que l'exécutif n'a cessé de revendiquer son sérieux budgétaire... Après une accalmie consécutive à la crise de la zone euro, les agences de notation ont recommencé à revoir à la baisse la note de la France. Cette dérive spectaculaire des comptes publics est la tache indélébile sur l'héritage de Macron.

Bien sûr, les crises ont joué un rôle déterminant. Le « quoi qu'il en coûte » pendant la pandémie a conduit à une explosion des dépenses publiques pour éviter un effondrement de l'économie. A cela se sont ajoutées les mesures destinées à amortir le choc inflationniste, sans doute trop massives, et trop prolongées... Mais cela ne saurait tout justifier. « L'erreur initiale a été de promettre beaucoup de baisses d'impôts sans prévoir en parallèle la même dose d'économies, en pensant que cela allait s'auto-financer », pointe François Ecalle, spécialiste des finances publiques et fondateur de Fipeco. La suppression de la taxe d'habitation (environ 20 milliards d'euros) cristallise les critiques. « Cela a été de l'argent jeté par la fenêtre : il n'y a même pas eu de reconnaissance de la part des Français », analyse Philippe Aghion. C'est sans doute le pire : malgré la dérive budgétaire, l'impression globale des ménages et des entreprises est celle de n'avoir rien gagné. « Le choix du bouclier tarifaire n'a pas non plus été le bon : des chèques auraient permis de cibler les ménages les plus touchés par la flambée des prix, et l'effet psychologique aurait été différent : avec le bouclier tarifaire, personne n'a l'impression... »

UN DÉFICIT À LA DÉRIVE

Solde budgétaire depuis 2017, en % du PIB



Source : Insee.

LA REMONTÉE DES TAUX

Taux d'emprunt à 10 ans, en %, jusqu'au 17 avril 2026



Source : Investing.com.

«... d'avoir été aidé», ajoute quant à lui Éric Heyer, économiste à l'OFCE. Dans le même temps, la promesse d'une transformation en profondeur de la dépense publique est restée largement inaboutie. Malgré quelques réformes, la structure globale de la dépense n'a que marginalement évolué, et le nombre de fonctionnaires a continué à grimper. «Il aurait fallu faire une véritable réforme pour lutter contre la suradministration, et nous arrivons en fin de course d'un modèle social qui n'est plus tenable: pour le sauver, pas pour l'abîmer, il faut d'urgence le réformer en profondeur», pointe Olivier Klein.

Cette incapacité à réformer en profondeur s'explique en partie par la crise des Gilets jaunes. «Cet épisode a marqué une forme de paralysie de l'action publique», analyse François Ecalte. L'autre épisode douloureux est celui des retraites. L'ambition initiale – instaurer un régime universel à points – était innovante, mais mal ficelée, mal pilotée, la réforme a été sacrifiée sur l'autel du confinement. Elle n'est jamais revenue à l'ordre du jour, remplacée par une réforme paramétrique (le passage à 64 ans), nécessaire pour redresser les comptes. Son coût politique et social a été considérable, et a paralysé l'ambition réformatrice. Tout cela pour être gelé l'an dernier afin d'obtenir un accord sur le budget! La dissolution a été la dernière étape de cette longue dérive: Macron a rajouté de la tension sur des taux d'intérêt qui étaient déjà tendus par la fin de la politique ultra-accommodante de la Banque centrale européenne (BCE). «Emmanuel Macron a été le président le moins regardant sur les finances publiques. Et ça, c'est difficilement pardonnable, car il ne s'agit

pas d'un président populiste, mais d'un président censé incarner le camp de la rationalité économique et de la crédibilité européenne», soupire Anthony Morlet-Lavidalie, économiste chez Rexecode, un think tank pro-entreprises. Rattrapé par les crises, contraint par les résistances sociales, le «président réformateur» a cédé aux anciens réflexes de la vie publique française: dépenser et emprunter pour apaiser. Exactement ce qu'il dénonçait hier...

2 EMPLOI Une embellie fragile mais coûteuse

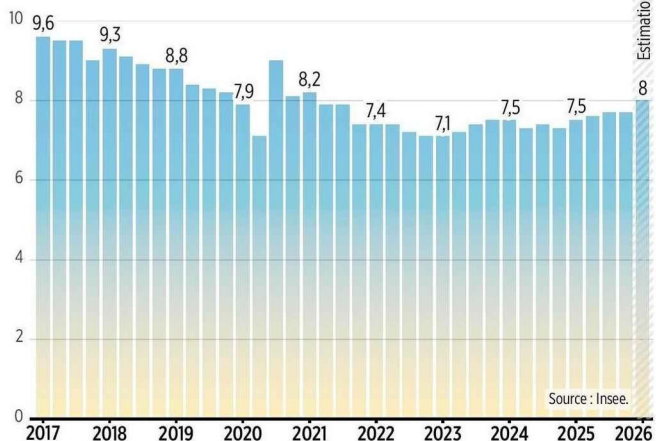
C'est sans doute sur le front de l'emploi que le macronisme peut faire valoir ses résultats les plus tangibles. Entre son élection et début 2023, le taux de chômage est ainsi descendu de 9,5 à 7,1 %, au plus bas depuis quinze ans, nourrissant un temps l'espoir d'un retour au plein-emploi... De quoi alimenter un peu plus l'idée qu'il suffisait de traverser la route pour trouver un travail, pour reprendre un adage quelque peu moqué du locataire de l'Élysée. Portées par les réformes du marché du travail, de l'assurance-chômage, les baisses de charges et surtout l'essor spectaculaire de l'apprentissage, les créations d'emplois ont été dynamiques (+ 2,6 millions au total, dont 1,6 million de salariés) depuis 2017. Elles sont surtout maintenues pendant les années les plus difficiles du quinquennat. Malheureusement, l'histoire ne s'est pas arrêtée là: la courbe du chômage est repartie depuis à la hausse, et devrait s'établir à 8 %

69,3 %

C'est le taux d'emploi en France en 2025.

L'ESPOIR DÉÇU DU PLEIN-EMPLOI

Taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) en moyenne trimestrielle, en France (hors Mayotte), en %



Source : Insee.

d'ici au mois de juin, selon l'Insee, effaçant ainsi une bonne part des progrès obtenus... « Mais le taux d'emploi a quant à lui augmenté, surtout pour les jeunes et les seniors, ce qui est une excellente nouvelle, même si l'effort doit être poursuivi », nuance l'économiste Gilbert Cette, proche d'Emmanuel Macron. Celui-ci dépasse aujourd'hui 69 % (+ 4,5 points). Mieux qu'avant, mais toujours moins bien que nos voisins allemands ou néerlandais, dont le taux d'emploi avoisine 80 %.

Cette embellie masque des fragilités structurelles. Elle a été largement subventionnée, via le boom de l'apprentissage, qui repose sur un soutien public massif (plus de 20 milliards d'euros par an). De nombreuses entreprises zombies ont été également maintenues artificiellement en vie, alors qu'elles auraient dû mettre la clé sous la porte, grâce aux aides publiques distribuées pendant et après la pandémie de Covid. Certaines ont commencé à disparaître... mais pas toutes. « L'embellie sur le front de l'emploi, cet enrichissement de la croissance en emplois s'est accompagnée d'une nette dégradation de la productivité, absorbée par les salariés, via une érosion du salaire moyen, mais surtout par les finances publiques », ajoute Éric Heyer.

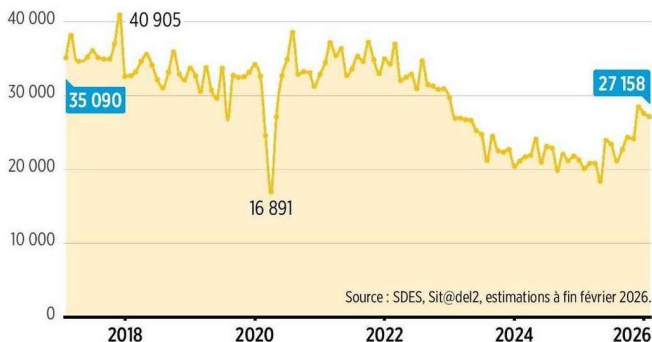
Le réajustement auquel nous assistons sur le marché du travail n'est donc qu'un retour à la normale, l'État ayant serré la vis sur les apprentis et retiré les perfusions des entreprises moribondes. « Le macronisme n'a pas non plus réussi à réconcilier les Français avec le travail: les actifs, a fortiori qualifiés, ont le sentiment que le travail ne paie plus... et on peut les comprendre, compte tenu de la pression fiscale élevée et très progressive sur le travail », estime Anthony Morlet-Lavidalie. Effet secondaire des baisses massives de charges, la smicardisation – la concentration des salaires autour du smic – s'est accélérée depuis 2014.

3 LOGEMENT Trop peu, trop cher

En 2017, Emmanuel Macron promettait un « choc de l'offre » pour construire massivement et faire enfin baisser les prix de l'immobilier. Mais le président a mené des politiques qui ont eu des effets contraires à cet objectif: des économies budgétaires (baisse des APL de 5 euros), une hausse de la fiscalité sur le logement social et le renforcement des contraintes écologiques, comme le diagnostic de performance énergétique (DPE). La loi climat et résilience a en effet organisé l'interdiction progressive de louer les « passoires thermiques ». L'intention était bien sûr d'améliorer le confort des locataires mais la mise en œuvre est brutale:

UNE PRODUCTION À LA PEINE

Nombre de logements mis en chantier par mois



261 000

C'est le nombre de logements neufs construits en 2024, le pire niveau enregistré depuis cinquante ans.

depuis début 2025, plus de 600 000 logements classés G seraient interdits de location. Le Sénat alerte d'ailleurs sur le fait que l'intransigeance de ce calendrier fait peser un risque de sortie du marché pour environ 18 % du parc locatif, d'autant que la méthode de calcul du DPE est critiquée. Alors, Macron et le logement ? En 2025, tous les indicateurs sont dans le rouge ! Le choc de l'offre a échoué: la production globale s'est effondrée avec 261 000 logements construits en 2024, et « à peine 82 000 logements sociaux financés, le pire résultat depuis vingt ans », selon la Fondation pour le logement des défavorisés. Bien sûr, Macron n'a pas été aidé par la conjoncture: la hausse brutale des taux d'intérêt par la BCE et l'explosion des coûts de construction (+ 20 % depuis 2022), dus au Covid, ont rendu les projets très coûteux. Il n'empêche que les coupes financières sur les acteurs sociaux, l'instabilité fiscale et l'effet répulsif du DPE sur les bailleurs privés ont bien fait fuir les investisseurs. L'offre locative s'est raréfiée et n'a pas pu être compensée par la construction de nouveaux logements.

300 MILLIARDS D'EUROS

C'est l'écart farameux de dépenses annuelles en R&D dans les secteurs de la tech entre les États-Unis et l'Europe.

Source: rapport 2025 du Comité de surveillance des investissements d'avenir (CSIA).

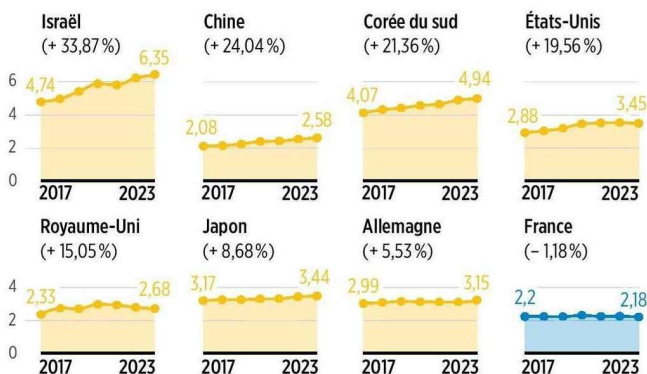
4 LA FRENCH TECH Championne locale, naine mondiale

En 2017, Emmanuel Macron fixait un cap: faire émerger 25 licornes d'ici 2025. Promesse tenue dès 2022. Aujourd'hui, la France compte 32 jeunes pousses valorisées à plus de 1 milliard de dollars. Si la France talonne le Royaume-Uni (60) et l'Allemagne (35), ce succès a des allures de trompe-l'œil. Le rapport Draghi pose un diagnostic clinique: parmi les entreprises technologiques créées depuis cinquante ans, aucune structure européenne ne rivalise avec les firmes ●●●

UNE RECHERCHE À L'ARRÊT

Dépenses intérieures de R&D, entre 2017 et 2024, en % du PIB

Source : OCDE.



••• américaines dépassant les 1 000 milliards de capitalisation (Apple, Microsoft, Meta...).

En 2023, pour les levées de fonds les plus importantes, l'investissement en capital-risque aux États-Unis était 5,5 fois plus important que dans l'UE. Conséquence directe de cette atonie financière : la fuite de nos pépites. Sur 147 licornes européennes nées entre 2008 et 2021, 40 ont transféré leur siège à l'étranger, principalement vers les États-Unis. Les entreprises françaises capables de jouer dans la cour mondiale, à l'instar de Mistral AI dans l'intelligence artificielle, restent donc l'exception. Dans le domaine de la crypto, plutôt que de subir l'hégémonie américaine, Paris a imposé un cadre réglementaire pionnier avec le statut de PSAN (prestataire de services sur actifs numériques), un agrément officiel qui encadre et crédibilise les acteurs. En rassurant les institutionnels et en consolidant des champions locaux comme Ledger, la France est devenue un refuge pour la communauté crypto mondiale, comme l'a prouvé le dîner de la Blockchain Week, qui a réuni, le 14 avril, à Versailles, 450 investisseurs venus du monde entier.

5 COMPÉTITIVITÉ Le redressement inachevé

Une décennie de réformes plus tard, la France reste le malade de l'Europe. La restauration de la compétitivité avait pourtant été érigée en priorité absolue. Celle-ci se mesure avant tout par les parts de marché à l'exportation, qui reflètent le choix de marcher à l'exportation, qui reflètent le choix des acheteurs internationaux de privilégier le « made in France ». Or, pendant vingt ans, ce choix

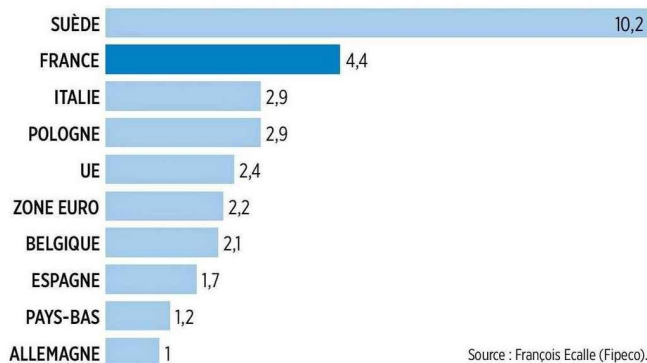
s'est progressivement détourné de la France : ses produits, trop chers ou moins bien positionnés que ceux de ses concurrents européens, perdaient chaque année du terrain. Cette hémorragie a été stoppée. Selon l'étude sur « La compétitivité française en 2025 », publiée par l'institut Rexecode en janvier 2026, la part de la France s'est stabilisée à environ 11 % des exportations de biens de la zone euro, et à 12,9 % en incluant les services.

Cela tient à une amélioration de la compétitivité coût, ce que l'entreprise paie pour produire, notamment face à l'Allemagne : une inflation plus faible (grâce surtout au bouclier tarifaire) a modéré la hausse des salaires et donc le coût du travail, redonnant aux entreprises françaises un avantage sur leurs prix de vente à l'export. Mais le chantier des impôts de production, auquel le président avait promis de s'attaquer, reste largement inachevé. La CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) et la CFE (cotisation foncière des entreprises) sont des prélèvements qui taxent directement les moyens de production (le foncier, la masse salariale), indépendamment de la rentabilité de l'entreprise. Leur suppression, promise par Macron, a été reportée à 2030.

Il a malgré tout enclenché une baisse, mais, selon une étude sur les impôts de production de 2016 à 2024 écrite par François Ecalte, la France se distingue par une fiscalité toujours élevée : le poids des impôts de production représente 4,4 % du produit intérieur brut dans l'Hexagone, contre 2,2 % en moyenne dans la zone euro et 1 % en Allemagne. Cela dit, la France n'est pas sur la première marche du podium, la Suède étant devant nous. Pour notre pays, le résultat est lisible dans les chiffres du commerce extérieur. En 2025, la France reste le seul grand pays de la zone euro à afficher un solde négatif sur l'ensemble de ses échanges de biens et services, à - 0,2 % du PIB. La zone euro dans son ensemble dégage un excédent de 4 %.

UNE FISCALITÉ TOUJOURS ÉLEVÉE

Poids des impôts de production dans les pays européens en 2024, en % du PIB



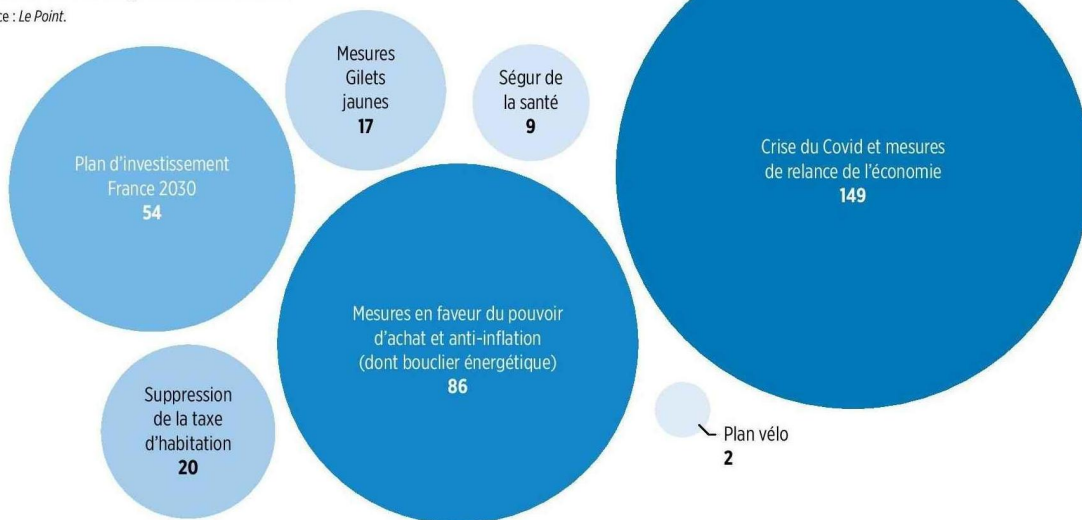
Source : François Ecalte (Fipeco).

6 QUOI QU'IL EN COÛTE

De folles dépenses

Liste non exhaustive, en milliards d'euros

Source : Le Point.



7 ÉNERGIE

Un virage tardif

Jean-Bernard Lévy ne prononce jamais un mot plus haut que l'autre. Ce jour de l'automne 2020, déjeunant avec quelques journalistes au siège d'EDF, le patron à l'époque de l'électricien n'avouera donc pas ce qu'il pense. Mais on sent qu'il en veut à Emmanuel Macron. Le chef de l'État vient d'exécuter la décision de son prédécesseur, François Hollande, en fermant, par décret, la centrale nucléaire de Fessenheim, pourtant apte au service. Il aurait pu l'empêcher au début de son mandat. Jean-Bernard Lévy est inquiet : tout porte à croire que le président Macron poursuivra la voie tracée par le candidat Macron. En 2017, celui-ci promettait de tordre le cou au nucléaire, en réduisant sa part dans le mix énergétique de 75 à 50 % d'ici à 2025 par la fermeture de quatorze réacteurs.

Il n'en fera rien. Comme s'il était parvenu à évacuer l'influence des antinucléaires de son entourage (Nicolas Hulot, rappelons-le, est son premier ministre de la Transition écologique), Macron change de pied. Les experts qui regardent les vœux télévisés de 2022 notent avec surprise une allusion à la relance de l'atome. Elle se

de 35
à 40

GIGAWATTS

C'est la prévision de puissance en **éolien terrestre** en 2035 (21,9 en 2023).

15

GIGAWATTS

C'est la prévision de puissance en **éolien maritime** en 2035 (0,84 en 2023).

de 55
à 80

GIGAWATTS

C'est la prévision de puissance en **photovoltaïque** en 2035 (19,3 en 2023).

Source : PPE 3

confirme lors du discours de Belfort, le 10 février suivant. Macron sort les trompettes. Il faut « reprendre le fil de la grande aventure du nucléaire civil en France ». Six EPR 2 sont annoncés, avec la perspective de huit autres. Les pronucléaires sont aux anges. Les défenseurs des autres sources de production, un peu moins. Certes, à Belfort, Emmanuel Macron soutient aussi les énergies solaire et éolienne, mais le cœur n'y est pas toujours. « Imagine-t-on une France où il y aurait d'ici à trente ans 40 000 éoliennes au lieu de 8 000 aujourd'hui ? » interroge-t-il.

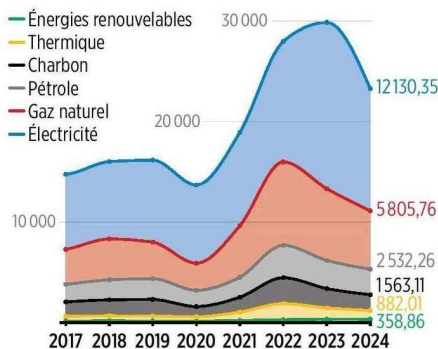
Les engagements de Belfort sont mis en musique quatre ans après. Trop tard, râlent les experts. La guerre en Ukraine, qui souligne la dépendance au gaz russe, oblige le gouvernement à remettre l'énergie au cœur des préoccupations. En février 2026, la Programmation pluriannuelle de l'énergie 3 (PPE), feuille de route pour les dix ans à venir, accélère l'électrification des usages. Elle entérine la construction des EPR tout en maintenant l'effort sur les renouvelables. Le solaire et l'éolien en mer accélèrent, le terrestre ralentit. « On met un peu sous le boisseau les renouvelables au motif qu'on relance le nucléaire », regrette Jules Nyssen, le patron du Syndicat des énergies renouvelables.

Tous les experts saluent en revanche la volonté d'Emmanuel Macron de décarboner les sources d'énergie. Il ferme les centrales à charbon (deux restent en réserve) et lance avec succès des ●●●

UNE FACTURE ÉNERGÉTIQUE ÉLEVÉE

Prix de l'énergie pour l'industrie française, en milliards d'euros 2024

Sources : SDES, Bilan de l'énergie 2024.



... opérations comme les aides à l'installation de pompes à chaleur dans le cadre du dispositif MaPrimRénov' (3,6 milliards d'euros de dépenses tout de même pour 2026). « C'est un double quinquennat très paradoxal », juge Nicolas Goldberg, expert énergie au cabinet Columbus Consulting. C'est ce qu'on appelle chez les macronistes le « en même temps » ?

8 FRANCE 2030 Le bon cap mais pas la bonne vitesse

Avec une enveloppe historique de 54 milliards d'euros sur cinq ans (2022-2027), le plan France 2030, grand plan d'investissement lancé en grande pompe à l'Élysée, le 12 octobre 2021, marque une rupture avec les politiques de saupoudrage du passé. Le récent rapport du comité de surveillance des investissements d'avenir a livré son verdict : le cap est bon, mais des freins structurels persistent. L'approche de France 2030 est inédite car l'État assume des choix forts en matière d'innovation.

Concevoir le premier avion bas carbone, faire émerger des petits réacteurs nucléaires SMR, produire 20 biomédicaments, construire des gigafactories de batteries, etc. Près de 10 milliards d'euros sont engagés chaque année, un rythme quatre fois plus rapide que les plans précédents. Le plan France 2030 l'a démontré, c'est un excellent levier d'investissement qui a réveillé l'écosystème, mais il faut accélérer pour combler le retard avec les rivaux américains et chinois. La gouvernance est trop complexe (plus de 350 dispositifs d'aides), et les délais d'instruction sont encore trop lents, incompatibles avec les cycles de l'innovation mondiale.

9 CHOOSE FRANCE Un VRP de la France talentueuse

1er

C'est la place de la France en matière d'attractivité en Europe, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Source : baromètre EY.

Chaque printemps, le château de Versailles devient, le temps d'une journée, la capitale économique du monde. Et c'est bien grâce à Emmanuel Macron. Le 19 mai dernier, plus de 400 dirigeants venus de 46 pays ont franchi les grilles dorées du palais de Louis XIV. Pas pour un bal costumé mais pour signer de très gros chèques. Le casting était impressionnant : David Solomon (Goldman Sachs), Stephen Schwarzman (Blackstone), Ted Sarandos (Netflix), James Quincey (Coca-Cola), Stella Li (BYD), etc. Le dernier sommet Choose France a pulvérisé les records : 53 projets d'investissements annoncés sur notre territoire, 40,8 milliards d'euros d'investissements, 13 000 nouveaux emplois.

C'était alors la 8^e édition de Choose France, ce rendez-vous annuel inventé par le jeune président en janvier 2018 pour redorer le blason d'un pays longtemps perçu comme hostile au business. Depuis 2017, Emmanuel Macron le répète sur tous les tons, et souvent en anglais : la France a changé. En infatigable VRP, il met en avant la baisse de l'impôt sur les sociétés, la simplification administrative, la modernisation de son modèle social. Le discours a été entendu, le président Macron a modifié l'image de la France chez les investisseurs étrangers. Le baromètre EY de l'attractivité de la France, qui existe depuis 1997 et recense les implantations étrangères dans 45 pays européens, place la France au premier rang européen de l'attractivité pour la sixième année consécutive, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne.

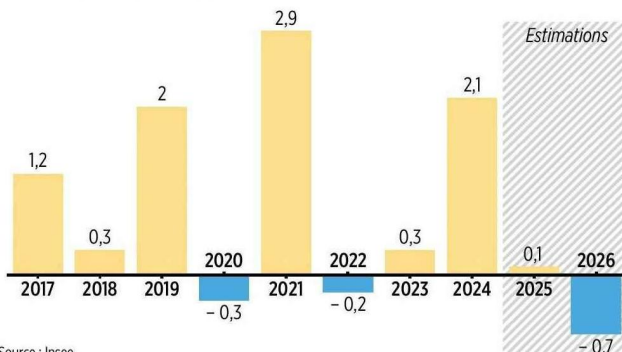
La France a attiré 1 878 projets d'investissements internationaux en 2025, générant près de 48 000 emplois, selon Business France. Mais l'édifice reste fragile. « Emmanuel Macron a été une sorte de roi de la communication, ce qui est à la fois un avantage et un défaut : il a su s'adresser au reste du monde, avec de grands événements, à l'image de Choose France, mais n'a pas su s'attaquer de façon concrète aux problèmes structurels qui minent notre tissu productif », souligne Anthony Morlet-Lavidalie. Les patrons étrangers continuent de pointer des handicaps bien réels : coût du travail élevé, complexité administrative, manque de foncier industriel, retards dans l'automatisation. Mais surtout, la dissolution surprise de l'Assemblée nationale en juin 2024, suivie d'une longue période d'instabilité politique et budgétaire, a sérieusement écorné l'image du pays. Cette imprévisibilité génère une défiance croissante. Car, en dehors des dîners dans la galerie des Glaces et des sourires d'Emmanuel Macron, les investisseurs étrangers attendent de la visibilité, de la stabilité et un cap politique lisible pour la France.

3%

C'est la part des aides de France 2030 captées par les entreprises de taille intermédiaire (ETI), alors même que ces dernières fournissent 17 % de l'effort national de R&D. Un déséquilibre pointé dans le rapport du CSIA.

UN POUVOIR D'ACHAT SOUTENU

Évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut par unité de consommation, en %



Source : Insee.

L'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut rapporte l'évolution du revenu disponible brut à celle du prix de la dépense de consommation finale des ménages. Pour approcher une notion plus individuelle du pouvoir d'achat, sa progression est rapportée à des unités démographiques (personne, ménage, unité de consommation).

10 POUVOIR D'ACHAT Tout ça pour rien ?

Baisses d'impôts (ISF, taxe d'habitation), prime Macron... L'exécutif n'a pas lésiné sur les mesures pour le pouvoir d'achat des ménages. Il faut d'ailleurs ajouter à cette liste celles destinées à protéger le revenu des Français pendant le Covid, et celles visant à éteindre l'incendie inflationniste (bouclier tarifaire, remise à la pompe, chèque énergie, etc.). Selon les calculs de l'OFCE, ces dernières mesures ont permis d'éviter une chute violente de pouvoir d'achat entre fin 2021 et fin 2023 qui aurait pu atteindre près de 5 % dans le scénario le moins favorable ! Outre les mesures directes, les ménages ont également profité de l'amélioration du marché du travail.

Au total, « on a distribué plus de pouvoir d'achat dans l'ensemble de l'économie que le PIB n'a progressé depuis 2019 », souligne Anthony Morlet-Lavidalie. Le pouvoir d'achat par unité de consommation a ainsi augmenté de près de 1 % par an, en moyenne, pendant les deux quinquennats. C'est plus que sous Hollande, ou Sarkozy, mais équivalent à la moyenne des trente dernières années. Selon l'OFCE, toutes les catégories sociales en ont bénéficié pendant le premier quinquennat. Une autre étude de l'IPP estime que les 5 % les plus pauvres ont été les grands perdants (toujours pendant le premier quinquennat). Pourtant, le sentiment de vivre moins bien dans « la France à Macron » est omniprésent. Sans doute car la part des dépenses contraintes a continué à progresser dans le budget des Français (37 % au dernier pointage).

5,9

MILLIONS

C'est le nombre d'agents publics en France fin 2024.

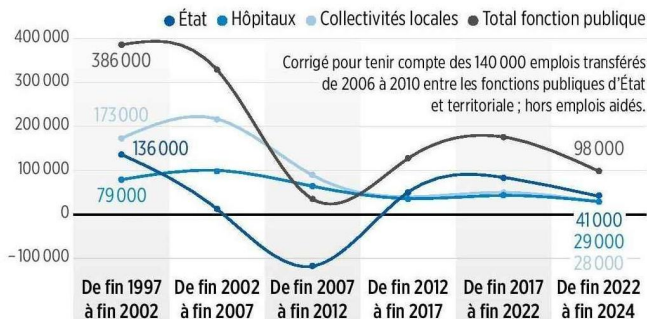
11 RÉINDUSTRIALISATION Une dynamique brisée

L'ambition était historique. En 2017, Emmanuel Macron fixait un cap : porter la part de l'industrie à 15 % du PIB d'ici à 2035. Huit ans plus tard, l'indice stagne à 9,4 %, selon Rexecode. L'Allemagne, quant à elle, est proche des 20 %. Le fossé ne s'est pas comblé... Pour enrayer la désindustrialisation, le président avait mis en place des allègements fiscaux, des milliards de subventions, des opérations séduction à l'international. Les effets n'ont pas été négligeables. Entre 2017 et 2022, 140 000 emplois industriels nets ont été créés. Les ouvertures d'usines, portées par l'euphorie post-Covid et les relocalisations, ont atteint un pic historique en 2021-2022. Mais la dynamique s'est grippée. Le solde net des créations et extensions de sites industriels est passé de + 189 en 2023 à + 89 en 2024. En 2025, selon le cabinet Trendeo, il plonge en négatif avec 63 usines en moins. Ces chiffres masquent une fracture : d'un côté, les filières comme l'aéronautique, la défense, les énergies renouvelables, le traitement des déchets, qui affichent une dynamique solide, soutenues par les commandes d'État. De l'autre, les industries traditionnelles, telles que l'automobile, la métallurgie ou la chimie, qui n'enrayent pas le déclin. Le destin de l'usine Stellantis de Poissy illustre cette triste réalité. Dernière usine automobile d'Île-de-France, ce bastion inauguré en 1938 vient d'acter l'arrêt définitif de sa production de véhicules neufs d'ici à 2028.

12 FONCTIONNAIRES Des embauches au lieu du dégraissage

TOUJOURS PLUS D'EMPLOIS PUBLICS

Évolution des effectifs de la fonction publique selon les mandatures



Sources : rapport de 2025 sur l'état de la fonction publique, Insee, Fipeco.